

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/ERS/21
6 septembre 1971

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Séminaire sur les méthodes d'harmonisation
régionale des plans de développement
Addis-Abéba, 29 novembre - 3 décembre 1971

DOCUMENTS OFFICE

FILE COPY

NO TO BE TAKEN OUT

NECESSITE DE LA CREATION D'UN SERVICE CENTRALISE D'INFORMATION
STATISTIQUE ET D'ANALYSE ECONOMIQUE
POUR LA REGION DE L'AFRIQUE

NECESSITE DE LA CREATION D'UN SERVICE CENTRALISE D'INFORMATION
STATISTIQUE ET D'ANALYSE ECONOMIQUE
POUR LA REGION DE L'AFRIQUE

Introduction

L'adoption par la quasi-totalité des pays africains de la technique de la planification constitue incontestablement un progrès dans la manière de gérer les affaires de leurs nations. Cependant la planification, considérée d'un point de vue technique, a ses contraintes; son efficacité est conditionnée par l'existence de statistiques nombreuses et sûres, provenant de sources nationales et internationales.

Il est évident que plus les planificateurs disposent de statistiques quantitativement et qualitativement suffisantes, plus ils affinent leurs techniques de prévision dont il résultera une réduction des incertitudes qui touchent l'avenir de leurs économies et de leurs sociétés. Il en est de même des organismes internationaux qui sont de gros consommateurs en matière statistique.

Les pays africains ont fait des progrès considérables au cours des dix dernières années dans la collecte et dans la diffusion de statistiques nationales. La masse d'informations dont dispose le secrétariat de la CEA en est une preuve. Cependant, l'offre de statistiques continue de satisfaire très partiellement les besoins intérieurs et extérieurs, car la demande en matière statistique s'accroît chaque année et se diversifie. Ainsi, par exemple, à peine les pays africains allaient-ils atteindre la diffusion de leurs statistiques selon les besoins et les normes du Système de comptabilité nationale des Nations Unies, qu'un nouveau système, révision du précédent, est apparu recommandant une plus grande désagrégation des données globales, et nécessitant par conséquent la publication de séries statistiques supplémentaires.

D'autre part, l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques contenues dans la Stratégie internationale du développement (deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement) vont accroître la demande de statistiques, et de données qualitatives pour les secteurs non quantifiables. L'évaluation des objectifs contenus également dans la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70 nécessitera entre autres, l'existence d'informations supplémentaires, relatives à la transformation et à la modernisation du milieu rural africain, ainsi qu'aux activités des "enclaves étrangères". Les besoins des planificateurs nationaux sont encore plus importants, et sont connus des statisticiens dans leurs pays respectifs. Il en est de même des besoins des groupements multinationaux.

Les pays africains se sont engagés, lors de la première conférence des ministres de Tunis, à prendre des mesures rapides pour accroître les informations nécessaires et pour accélérer leur publication. Des propositions dans ce sens seront avancées dans la présente note, car on ne peut oublier que les données statistiques valent par la qualité de leur contenu

et aussi par la rapidité de leur publication: un problème en découle, celui de la publication par les pays d'estimations provisoires de certains agrégats. D'autre part, comment éviter les chevauchements et les doubles emplois des demandes provenant des organismes internationaux? Enfin, certains pays de la région, et en particulier les moins munis, ne sont pas en mesure de satisfaire cette forte demande; des règles et une aide spéciales doivent leur être accordées dans ce domaine.

L'examen des questions soulevées ci-dessus menera à l'étude de la création au secrétariat de la CEA d'un service régional centralisé d'information statistique et d'analyse économique pour l'Afrique, afin de répondre aussi rapidement et aussi efficacement que possible aux besoins des pays de la région et à ceux des organismes internationaux.

La présente note contiendra trois sections :

- I. Les besoins en informations statistiques et économiques des planificateurs africains et des organisations internationales. Pour éviter d'alourdir cette section, on rappellera simplement les conclusions des dernières réunions qui ont traité de cette question.
 - II. L'état des statistiques en Afrique et leur diffusion.
 - III. La création d'un Service régional de statistique et d'analyse économique.
- I. Les besoins en statistiques et en informations économiques des planificateurs africains et des organisations internationales
1. Un Séminaire sur les données nécessaires pour l'élaboration des projections a réuni en novembre 1970 à Addis-Abéba des planificateurs et des statisticiens africains. Les conclusions de ce séminaire figurent dans le rapport E/CN.14/ERS/18. En particulier, un ordre de priorité dans l'établissement des séries statistiques a été adopté, tenant compte du chapitre IX du Système révisé de la comptabilité nationale des Nations Unies, et des propositions figurant dans le document préparé par le secrétariat de la CEA, document E/CN.14/ERS/16 et intitulé "Quelques commentaires sur les données nécessaires à la planification et aux projections". L'accent a été mis sur la nécessité pour les planificateurs de disposer de séries statistiques relatives à la distribution des revenus et à la production finale des services publics, statistiques qui font défaut dans la plupart des pays de la région.
- L'ordre de priorité pour l'établissement des tableaux, adopté par le Séminaire est brièvement rappelé ici.

Priorité I - Comptes consolidés de la nation, c'est-à-dire :

- compte production (produit intérieur)
- compte consommation (revenu et dépense)
- compte accumulation (compte capital et financement)
- compte reste du monde (compte balance des paiements).

Le rapport du séminaire cité indique les sources de données qui permettent l'établissement de ces comptes.

Priorité II - Comptes 4, 6 et 7 du SCN, c'est-à-dire :

- Consommation finale des administrations publiques selon la nature des coûts de la fonction;
- Composition de la consommation finale des ménages;
- Composition de la formation brute de capital.

Priorités III et IV - Elles sont réservées soit aux données moins urgentes pour les pays en voie de développement, comme les éléments concernant les opérations financières ou le compte de capital des ménages, soit aux données dont l'élaboration est particulièrement difficile comme celles qui concernent les tableaux entrées-sorties.

Réaliser les priorités I et II constituerait déjà un exploit de la part des pays de la région. Et pourtant, comme on peut le constater, les préoccupations de ce Séminaire ainsi que celle du SCN relèvent du domaine comptable qui, pour le moment ne comprend pas les phénomènes sociologiques. Un "Système intégré de statistiques démographiques, de la main-d'oeuvre et sociales" est en cours de préparation; son adoption constituera un progrès sensible pour l'évaluation des facteurs sociaux. En attendant, ces facteurs doivent être abordés qualitativement, car leur analyse constitue la base de l'évaluation des réalisations de la Stratégie internationale du développement.

2. Les besoins des organismes internationaux en statistiques diverses pour surveiller l'exécution des objectifs de la Stratégie internationale du développement figurent dans les publications du Conseil Economique et Social; d'une manière globale dans le document E/AC.54/L.37 du 22 septembre 1970, et d'une manière détaillée dans le document E/5040 du 28 mai 1971. En plus des statistiques traditionnelles sur la production, l'investissement, le commerce extérieur, etc., des indications sur l'emploi, le niveau de vie, la distribution du revenu, les transformations des structures, sont réclamées. Au total, quarante indicateurs sont réclamés aux pays en voie de développement. On trouvera en Annexe II la liste provisoire de ces indicateurs.

3. L'attention doit être attirée sur cette liste déjà longue et qui pourtant n'aborde que marginalement les questions du monde rural, en ne lui consacrant que deux indicateurs seulement : le no 35 (Réforme du régime foncier), et le no 36 (Amélioration de l'agriculture). Or la prépondérance du milieu rural est une des caractéristiques majeures des économies africaines. Une attention spéciale est réservée aux transformations et à la modernisation de l'agriculture, dans la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 1970, Stratégie adoptée par les pays africains à la Conférence des ministres tenue à Tunis en février 1971.

Pour pouvoir mesurer le degré des transformations réalisées dans le monde rural et l'atténuation de la dualité des économies africaines, le secrétariat de la CEA aura besoin d'informations statistiques de base relatives à cette question.

Le contenu des trois paragraphes précédents montre clairement que la demande de matière statistique provient de sources multiples et s'accroît considérablement, touchant ainsi des secteurs plus nombreux (accroissement horizontal), et réclamant des informations plus fouillées sur chacun des secteurs (accroissement vertical).

Comment se présente la situation actuelle des statistiques africaines face à ces énormes besoins ?

II. L'état des statistiques en Afrique et leur diffusion

Si l'on s'en tient aux statistiques disponibles au secrétariat de la CEA, on peut dire que les pays de la région ont réalisé des progrès incontestables dans l'élaboration des statistiques au cours de la décennie écoulée. Ces progrès sont cependant très irréguliers. Ainsi, par exemple, on constate une réduction très nette du nombre des enquêtes agricoles par rapport à la période 1956-1965, au moment même où ces enquêtes deviennent urgentes pour les besoins intérieurs aussi bien qu'extérieurs. La charge financière de ces enquêtes est certes élevée; elle peut cependant être réduite par une meilleure compilation des statistiques administratives, par un raccourcissement des périodes de référence des enquêtes, et par une réduction de la fréquence des visites rendues aux foyers. La même situation se présente pour les données sur la répartition du revenu qui nécessitent des enquêtes nombreuses auprès des ménages, et auprès des différents secteurs productifs. On constate également que si les données sur les ressources des services publics sont relativement satisfaisantes, celles qui concernent la valeur de la production de ces services sont pratiquement inexistantes, principalement faute d'un instrument de mesure satisfaisant.

Le tableau suivant pourra donner une idée des statistiques qui existent dans la région. Il représente, sur un total de 45 pays que compte la région, le nombre de pays pour lesquels le secrétariat a reçu en début de l'année 1971, des chiffres au moins partiels concernant les résultats enregistrés dans les principaux domaines en 1969.

	<u>Nombre de pays</u>
Comptes nationaux	11
Commerce extérieur	38
Production d'électricité	34
Production minérale	23
Production agricole	34
Production manufacturière	19
Transports	32
Enseignement	15
Santé publique	2

	<u>Nombre de pays</u>
Finances publiques	39
Questions bancaires, monétaires et financières	39
Balance des paiements	15
Prix (de gros et de détail)	36

Ce tableau a un caractère purement indicatif, car il est probable que certains pays ont dû publier des statistiques qui n'étaient pas portées à la connaissance du secrétariat au moment de l'établissement de ce tableau. L'attention doit être attirée sur les deux points que sont l'insuffisance des séries statistiques publiées dans la région, et le retard dans leur publication. Le secrétariat a présenté à la septième Conférence des statisticiens africains une note dans ce sens (document E/CN.14/CAS.7/7), qui traite de façon plus détaillée de ces deux problèmes.

En ce qui concerne l'insuffisance quantitative des données, on remarque que ce sont surtout les statistiques à caractère social qui font défaut (santé publique, emploi, enseignement). Cependant, la même insuffisance existe pour les comptes nationaux et pour la balance des paiements. Les deux graphiques publiés en Annexe I concernent le PIB, et montrent que les délais de publication sont assez longs. Cette situation n'est pas commode lorsqu'il s'agit de procéder à des études régionales, et le secrétariat est constamment conduit à procéder lui-même à des estimations des agrégats nécessaires, opération qui peut le conduire parfois à des résultats erronés. Il est évident que les pays de la région sont mieux placés que quiconque pour procéder à ces estimations. C'est la raison pour laquelle le secrétariat se propose de demander l'avis de la Conférence des statisticiens africains sur cette question; un questionnaire dans ce sens figure à l'Annexe III du document précité E/CN.14/CAS.7/7. La décision qui sera prise par ladite conférence sera portée à la connaissance des participants au Séminaire sur l'harmonisation des plans africains. La question de retard dans la publication de la documentation pourrait être résolue car elle relève des méthodes d'organisation du travail plutôt que des moyens financiers disponibles; pour réduire les délais de publication on peut suggérer :

- une meilleure coordination entre les services statistiques, les services du plan et tout autre service administratif publiant une documentation à caractère statistique ou économique; on pourra envisager la création d'un service central ayant la responsabilité de la publications et de la diffusion des documents, qui programmera les priorités dans les publications et dans l'utilisation de l'imprimerie nationale et des services mécanographiques pour ce qui concerne les documents longs (plans nationaux, rapports annuels, etc.).
- Pour ce qui est des documents courts, ou provisoires, il serait préférable de les reproduire, pour commencer sous forme mimeographiée, et de procéder rapidement à leur diffusion.
- Pour les bulletins mensuels ou trimestriels, il serait possible également de ne publier au début que les données nouvellement recueillies, également sous forme mimeographiée; on procédera ensuite à la publication de l'ensemble du bulletin; on évitera ainsi de redactylographier un même document plusieurs fois.

La diffusion des documents sera plus rapide et plus efficace, si elle est assurée par un service centralisé. Pour toucher les demandeurs étrangers, tout en réduisant les frais, on utilisera les intermédiaires suivants :

- les ambassades accréditées dans le pays, pour ce qui concerne les services gouvernementaux;
- le Représentant résident des Nations Unies, pour ce qui concerne les organismes internationaux.

Afin d'éviter une grande dispersion de l'offre et de la demande de statistiques, le secrétariat de la CEA poursuit ses efforts en vue de la création d'un service régional de statistique et d'information économique et sociale, qui centralisera les données recueillies, et répondra à la demande des organismes nationaux et internationaux.

III. Le service régional de statistique

L'utilité d'un tel service s'explique par les besoins qu'ont les pays membres d'échanger régulièrement des informations, et de connaître la politique des pays voisins afin d'éviter un gaspillage des ressources, et une concurrence nuisible. Elle s'explique également par les besoins des organisations internationales qui pourront ainsi se procurer auprès de ce service régional des données régionales et nationales, déjà traitées et classées selon les nomenclatures et les concepts recommandés par l'ONU.

Pour le moment, les échanges d'informations se font par l'intermédiaire de documents imprimés. Les publications périodiques de la Division de la statistique et de la recherche sont les suivantes :

1. Publications statistiques :

- Bulletin trimestriel de statistique pour l'Afrique, qui a remplacé le bulletin de statistique à partir de l'année 1969.
- Informations statistiques; (publication trimestrielle).
- Statistiques du commerce extérieur, série A : échanges par pays; (publication trimestrielle).
- Statistiques du commerce extérieur, série B : échanges par produit et par pays; (publication semestrielle).
- Annuaire statistique pour l'Afrique; cette publication comprend sept volumes : comptes nationaux, commerce extérieur, agriculture, industrie, transports, statistiques sociales et statistiques des finances et des balances de paiements.

2. Publications économiques :

- Informations Planification; (publication trimestrielle).
- Etudes des conditions économiques en Afrique; (publication annuelle).

- Bulletin économique pour l'Afrique; (publication semestrielle). La préparation de ce Bulletin est pour l'instant provisoirement arrêtée, à cause des délais que nécessite son impression; son contenu et sa périodicité sont également en cours de révision.
- Monographies économiques par pays; (publication annuelle). Le titre de ces monographies est : données économiques résumées.

3. En plus des publications périodiques, la Division de la statistique et de la recherche prépare chaque année de nombreuses études qui entrent dans le cadre de son programme de travail, et dont les résultats sont débattus au cours des séminaires et conférences qu'elle organise. La liste des études futures pour la période 1972-1976 figure dans le document E/CN.14/519 "Programme de travail et priorités 1971-1973, avec projections jusqu'à 1976". Pour la Division de la statistique et de la recherche, les études porteront sur les aspects sociaux du développement, et sur les transformations socio-économiques réalisées dans la région; parmi les études inscrites dans le programme de travail plusieurs portent sur l'analyse de la structure de la consommation privée, sur les activités non monétaires, la comparaison des pouvoirs d'achat, les méthodes d'intégration des données à caractère social dans la planification, les politiques d'aménagement du territoire, les enclaves étrangères, etc..

Pour accroître l'efficacité du Service régional de statistique projeté, les pays membres doivent préciser leurs besoins et les communiquer au secrétariat soit directement soit à l'occasion des conférences et séminaires organisés par la CEA. D'un autre côté, la mise sur pied d'un tel service régional nécessitera des améliorations et des modifications dans le circuit actuel d'informations; il faudra en particulier envisager les mesures particulières suivantes :

- 1) Créer au sein de la Division de la statistique et de la recherche une unité qui sera chargée de la centralisation des documents statistiques et économiques reçus et des demandes provenant des différents organismes, nationaux et internationaux. Cette unité sera également chargée de la réponse à ces demandes et de la diffusion de certaines publications et études techniques effectuées par le secrétariat. Dans cette optique, le contenu du Bulletin économique pourra être spécifiquement orienté vers les besoins exprimés par les pays membres. Le Bulletin servira également à donner une plus large diffusion à des études entreprises par le secrétariat, et aux conclusions de conférences et groupes de travail que celui-ci a réunis.
- 2) Pour faciliter la tâche de cette unité, et accélérer la préparation des études au sein du secrétariat, celui-ci devra continuer de recueillir directement auprès des pays les statistiques et les données économiques et sociales relatives à certains domaines spécifiques, et principalement celles qui ne sont pas recueillies par les Institutions spécialisées des Nations Unies. Pour éviter tout double emploi des questionnaires adressés par les organisations

internationales, des arrangements entre l'Organisation des Nations Unies et ses Institutions spécialisées doivent être mis, au point particulièrement dans le cadre de la Stratégie internationale du développement, et en tenant compte des besoins exprimés dans la Stratégie de l'Afrique pour le développement.

- 3) Comme cela a été indiqué au début de cette section, les échanges d'informations entre le secrétariat et l'extérieur se font actuellement par l'intermédiaire d'une documentation imprimée; ce qui réduit le volume de ces échanges. L'ordinateur dont dispose le secrétariat actuellement (IBM 360/20) ne fonctionne que sur cartes perforées. Son remplacement envisagé par un ordinateur capable d'utiliser les disques et les bandes magnétiques favoriserait l'accroissement et la rapidité des échanges, ainsi que le volume des informations disponibles "à vue".
- 4) Dans le cadre de l'accélération de la diffusion des statistiques par les pays membres et de l'exécution des résolutions 220(X) et 231(X) adoptées à Tunis en février 1971, le secrétariat pourra étendre les services de ses experts régionaux en fonction de ses moyens. Ces experts pourront séjourner dans les pays qui en feront la demande, et particulièrement dans les petits pays pour les aider à recueillir les données, à les publier ou même à réorganiser leurs services statistiques. D'autre part, ces experts pourront proposer, et faciliter, des réunions à un échelon technique entre pays voisins et y participer, particulièrement lorsqu'un des pays entreprend la préparation de son plan de développement; des réunions de ce genre sont utiles et nécessaires pour la coopération économique; elles permettront une coordination des politiques et des prévisions des pays voisins.

De son côté, le Centre de calcul au secrétariat, dans les limites de son temps disponible, pourra traiter certaines informations pour le compte des pays membres (et en particulier les plus petits) qui en exprimeront le besoin.

- 5) L'efficacité du Service régional de statistique projeté dépendra avant tout de la documentation que lui adresseront les pays membres. Or, il arrive souvent que des documents de grande importance, tels que des plans de développement, ne parviennent au secrétariat qu'un an ou deux après leur publication. La région compte 44 pays en voie de développement, et il n'est pas facile au secrétariat d'être au courant de toutes les dernières publications nationales pour en réclamer des exemplaires. La coopération entre les services nationaux chargés de la statistique et des études économiques et ceux du secrétariat de la CEA est indispensable pour permettre à celui-ci de mener à bien ses activités qui sont avant tout dirigées vers la satisfaction des besoins des pays de la région.

ANNEXE I

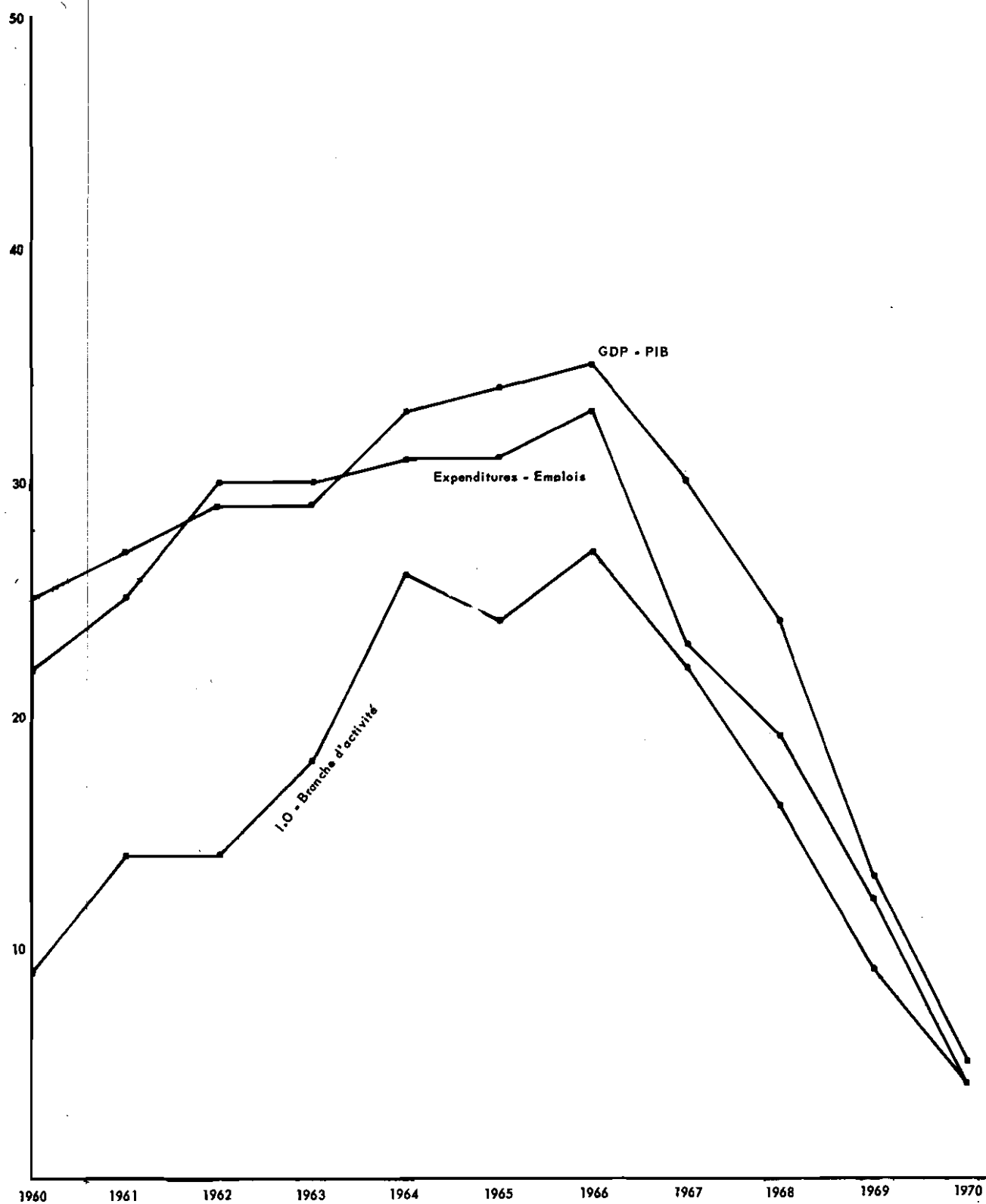
Données relatives au Produit intérieur brut régional
et disponibles au secrétariat à la date du
31 juillet 1971

Graphique I : D'après le nombre de pays (sur un total de
44 pays en voie de développement).

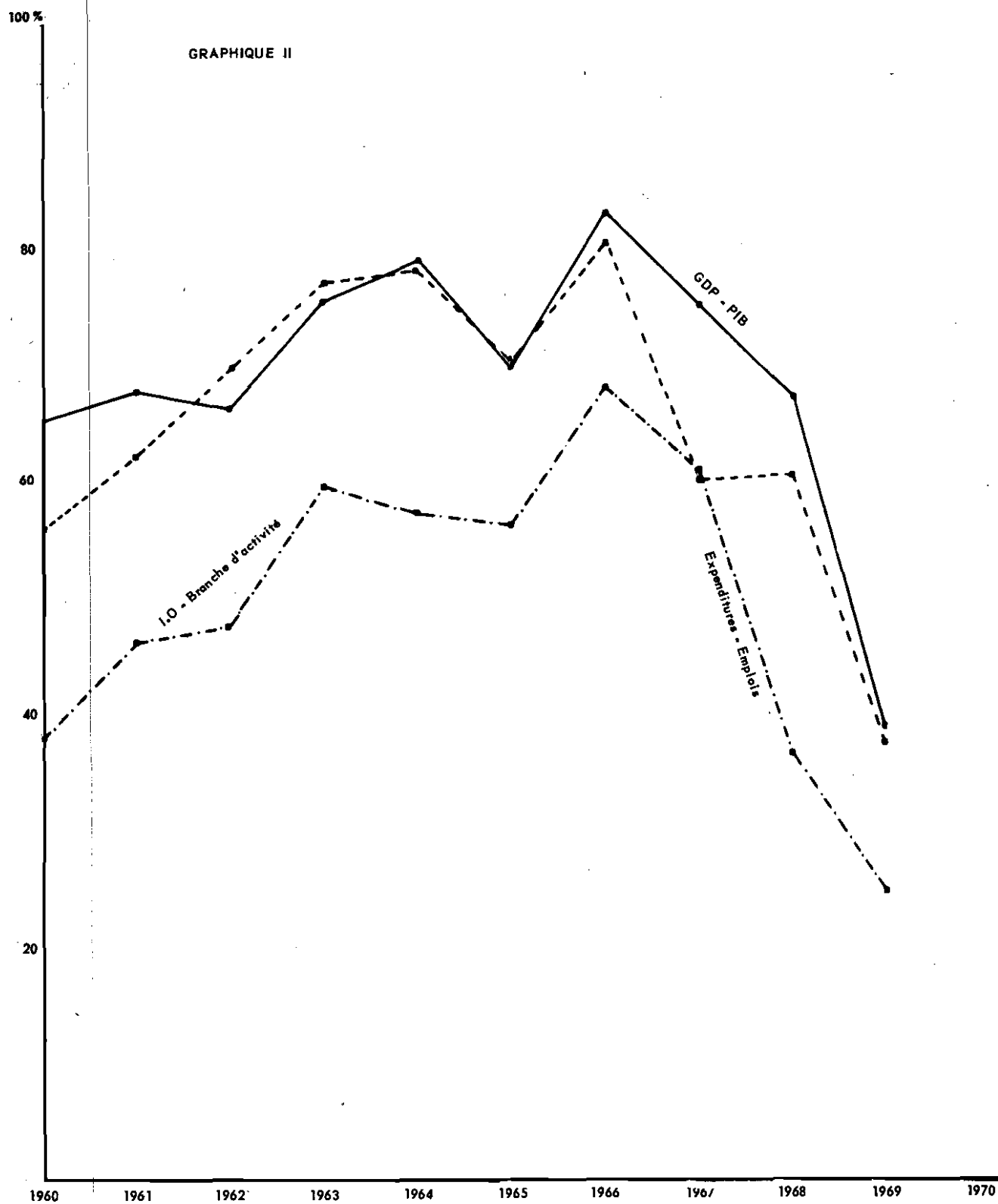
Graphique II : En pourcentage du PIB régional.

COUNTRIES — PAYS

GRAPHIQUE 1



GRAPHIQUE II



ANNEXE II

Indicateurs à utiliser pour surveiller l'exécution des divers
éléments de la stratégie internationale du développement
(extrait du document E/5040 du 28 mai 1971)

Annexe

INDICATEURS A UTILISER POUR SURVEILLER L'EXECUTION DES DIVERS ELEMENTS DE LA STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant ^{a/}	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
<u>Pays en voie de développement^{c/}</u>				
1. Taux moyen de croissance annuelle du produit brut	0 13	Produit national brut en prix constants	Pour 1970 : 12 pays 1969 : 18 pays 1968 : 35 pays 1967 et avant : 34 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 12	Dans la plupart des cas, les données signalées sont exprimées en monnaie locale et aux prix courants : l'ajustement aux prix constants et la conversion présentent de nombreuses difficultés.
2. Accroissement moyen annuel de la population	0 15	Taux d'accroissement ressortant des chiffres précédents des deux recensements	Pour 1960-1970 : 83 pays 1950-1960 : 9 pays Estimations : 7 pays	Là où il existe des données suffisamment précises, la différence entre le taux brut de mortalité et le taux brut de natalité peut ou bien servir à vérifier les extrapolations des tendances ou bien leur être substituée.
3. Taux moyen de croissance annuelle du produit brut par habitant	0 14	Différence entre les indicateurs 1 et 2	Chiffre obtenu par calcul	Comme pour 1 et 2.
4. Taux moyen de croissance annuelle de la production agricole	0 16	a) Indice national	Pour 1970 : 5 pays 1969 : 1 pays 1968 : 1 pays 1967 et avant : 0 Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 83	Les indices ne sont pas établis de la même façon et ils donnent souvent des résultats qui diffèrent les uns des autres ainsi que de l'élément sectoriel correspondant des comptabilités nationales. Il faudra étudier la manière de les harmoniser.
		b) Indice de la FAO	Pour 1970 : 39 pays 1969 : 0 1968 : 0 1967 et avant : 0 Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 53	
		c) Indice du Ministère de l'agriculture des Etats-Unis	Pour 1970 : 59 pays 1969 : 12 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 24	
		d) Valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture	Pour 1969-1970 : 0 1968 : 40 pays 1967 : 12 pays 1966 et avant : 19 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 24	
5. Taux moyen de croissance annuelle de la production industrielle	0 16	Indice établi par le Bureau de statistique de l'ONU	Pour 1970 : 2 pays 1969 : 15 pays 1968 : 4 pays Pas d'indice : 74 pays	A vérifier à l'aide des données disponibles pour les comptabilités nationales par secteur d'origine.

Annexe (suite)

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
6. Accroissement moyen annuel du rapport de l'épargne brute au produit brut	17 0	Le rapport de l'épargne intérieure brute au produit intérieur brut	Pour 1970 : - pays 1969 : 25 pays 1968 : 24 pays 1967 et avant : 27 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 24	D'après les réponses au questionnaire sur le SCN du Bureau de statistique de l'ONU.
7. Accroissement moyen annuel des importations	17 0	a) Importations de produits de base évalués c.a.f. en dollars	Pour 1970 : 13 pays 1969 : 79 pays 1968 : 4 pays 1967 et avant : 0 Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 7	Données exploitées par le FMI et publiées dans <u>International Financial Statistics</u> , vérifiées à l'aide des données exploitées par l'ONU et publiées dans le Bulletin mensuel de statistique, et de sources nationales dans certains cas.
		b) Quantum des importations	Pour 1970 : 2 pays 1969 : 17 pays 1968 : 3 pays 1967 et avant : 7 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 64	
8. Accroissement moyen annuel des exportations	17 0	a) Exportations de produits de base évalués f.o.b. en dollars	Pour 1970 : 13 pays 1969 : 78 pays 1968 : 3 pays 1967 et avant : 1 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 8	Comme pour le No 7.
		b) Quantum des exportations	Pour 1970 : 6 pays 1969 : 25 pays 1968 : 6 pays 1967 et avant : 7 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 49	
9. Absorption d'une proportion croissante de la population active dans des activités de type moderne	18	a) L'emploi dans l'industrie	Pour 1970 : 2 pays 1969 : 9 pays 1968 : 11 pays 1967 et avant : 14 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 60	Données exploitées par l'OIT et publiées dans l' <u>Annuaire des statistiques du travail</u> . Il serait nécessaire d'étudier la manière d'évaluer la "population active" en elle-même et relativement à la population en âge de travailler. Il faudrait aussi analyser la notion d'"activités de type moderne".
		b) Proportion du revenu national versée sous forme de salaires et de traitements	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 14 pays 1967 et avant : 13 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 67	Comme pour le No 6.

Annexe (suite)

Élément de la Stratégie	Paragraphe correspondant	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
10. Réduction du chômage et du sous-emploi	18	a) Nombre des chômeurs inscrits ou dénombrés rapporté à l'effectif de la population en âge de travailler	Pour 1970 : 14 pays 1969 : 12 pays 1968 : 9 pays 1967 et avant : 6 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 54	Comme pour le No 9. Il s'agit là d'un domaine dans lequel il faut faire des enquêtes par sondage car les chiffres d'inscription sont fortement sujets à caution.
		b) On n'a pas encore mis au point d'indicateur pour le sous-emploi	Néant	La question est à étudier.
11. Scolarisation des enfants en âge de fréquenter l'école primaire	18 0	Effectif scolaire inscrit rapporté à celui de la population d'âge scolaire	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 3 pays 1967 : 25 pays 1966 et avant : 12 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 55	Données publiées par l'UNESCO et publiées dans l' <u>Annuaire statistique</u> . Il faudrait les compléter par des chiffres de fréquentation scolaire.
12. Amélioration de la qualité de l'enseignement	18b 67	a) Rapport numérique entre le personnel enseignant et l'effectif scolaire inscrit	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 9 pays 1967 : 62 pays 1966 et avant : 36 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 8	Comme pour le No 11.
		b) Proportion d'enseignants diplômés de l'enseignement supérieur, secondaire, primaire	Néant	On ne dispose pas encore de données sur la qualification des enseignants à l'échelon international.
13. Réduction de l'analphabétisme	18b	a) Nombre de personnes sachant lire et écrire établi à partir d'un recensement ou d'une enquête par sondage rapporté à l'effectif de la population âgée de plus de 15 ans	Pour 1967-1970 : 0 1966 : 1 pays 1962-1965 : 16 pays 1960-1961 : 35 pays 1959 et avant : 20 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 30	Comme pour le No 11. Les données concernant l'aptitude à lire et à écrire sont généralement très insuffisantes : la définition de cette aptitude et les moyens de la déterminer en pratique sont à étudier.
		b) Nombre de personnes ayant au moins cinq années de scolarisation, rapporté à l'effectif de la population âgée de plus de 15 ans	Pour 1967-1970 : 0 1966 : 3 pays 1962-1965 : 12 pays 1960-1961 : 27 pays 1959 et avant : 19 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 43	Comme pour le No 11.

Annexe (suite)

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques																							
14. Amélioration des programmes d'enseignement	67	a) Composition de l'effectif scolaire et universitaire par domaine d'étude	<table><thead><tr><th rowspan="2">Année</th><th colspan="2">Pays dans :</th></tr><tr><th>2ème degré</th><th>3ème degré</th></tr></thead><tbody><tr><td>1969-1970</td><td>0</td><td>0</td></tr><tr><td>1968</td><td>10</td><td>2</td></tr><tr><td>1967</td><td>58</td><td>52</td></tr><tr><td>1966</td><td>26</td><td>19</td></tr><tr><td>1965 et avant</td><td>15</td><td>19</td></tr><tr><td>Pays Membres ne possédant pas de renseignements</td><td>0</td><td>11</td></tr></tbody></table>	Année	Pays dans :		2ème degré	3ème degré	1969-1970	0	0	1968	10	2	1967	58	52	1966	26	19	1965 et avant	15	19	Pays Membres ne possédant pas de renseignements	0	11	Comme pour le No 11. On a besoin d'autres indicateurs pour mesurer non seulement le déplacement des domaines de spécialisation mais les modifications apportées au programme des cours, à l'intérieur d'un domaine donné.
Année	Pays dans :																										
	2ème degré	3ème degré																									
1969-1970	0	0																									
1968	10	2																									
1967	58	52																									
1966	26	19																									
1965 et avant	15	19																									
Pays Membres ne possédant pas de renseignements	0	11																									
		b) Répartition des diplômés du troisième degré par domaine d'étude	<table><tbody><tr><td>Pour 1969-1970 :</td><td>0</td></tr><tr><td>1968 :</td><td>1 pays</td></tr><tr><td>1967 :</td><td>20 pays</td></tr><tr><td>1966 :</td><td>16 pays</td></tr><tr><td>1965 et avant :</td><td>33 pays</td></tr><tr><td>Pays Membres ne possédant pas de renseignements :</td><td>29</td></tr></tbody></table>	Pour 1969-1970 :	0	1968 :	1 pays	1967 :	20 pays	1966 :	16 pays	1965 et avant :	33 pays	Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	29												
Pour 1969-1970 :	0																										
1968 :	1 pays																										
1967 :	20 pays																										
1966 :	16 pays																										
1965 et avant :	33 pays																										
Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	29																										
15. Relèvement du niveau de santé	18c	a) Taux brut de mortalité	<table><tbody><tr><td>Pour 1970 :</td><td>0</td></tr><tr><td>1969 :</td><td>13 pays</td></tr><tr><td>1968 :</td><td>25 pays</td></tr><tr><td>1967 :</td><td>19 pays</td></tr><tr><td>1966 et avant :</td><td>13 pays</td></tr><tr><td>Pays Membres ne possédant pas de renseignements :</td><td>30</td></tr></tbody></table>	Pour 1970 :	0	1969 :	13 pays	1968 :	25 pays	1967 :	19 pays	1966 et avant :	13 pays	Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	30	Données traitées par la Division de la population de l'ONU et publiées dans l' <u>Annuaire démographique</u> et dans des numéros supplémentaires des <u>Population and Vital Statistics Reports</u> .											
Pour 1970 :	0																										
1969 :	13 pays																										
1968 :	25 pays																										
1967 :	19 pays																										
1966 et avant :	13 pays																										
Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	30																										
		b) Taux de mortalité infantile	<table><tbody><tr><td>Pour 1970 :</td><td>1 pays</td></tr><tr><td>1969 :</td><td>7 pays</td></tr><tr><td>1968 :</td><td>23 pays</td></tr><tr><td>1967 :</td><td>17 pays</td></tr><tr><td>1966 et avant :</td><td>14 pays</td></tr><tr><td>Pays Membres ne possédant pas de renseignements :</td><td>38</td></tr></tbody></table>	Pour 1970 :	1 pays	1969 :	7 pays	1968 :	23 pays	1967 :	17 pays	1966 et avant :	14 pays	Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	38	Dans quelques pays, ces indicateurs peuvent être complétés par des données sur l'incidence de certaines maladies. Dans certains pays on possède des renseignements sur la "cause du décès". D'autres renseignements pourraient être tirés des dossiers de diverses administrations : hôpitaux et cliniques, caisses de retraite, bureaux de recrutement, etc. Il faudrait étudier la possibilité d'établir un indice de morbidité.											
Pour 1970 :	1 pays																										
1969 :	7 pays																										
1968 :	23 pays																										
1967 :	17 pays																										
1966 et avant :	14 pays																										
Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	38																										
		c) Espérance de vie à la naissance	<table><tbody><tr><td>Pour 1970 :</td><td>0</td></tr><tr><td>1969 :</td><td>0</td></tr><tr><td>1968 :</td><td>2 pays</td></tr><tr><td>1967 :</td><td>1 pays</td></tr><tr><td>1966 :</td><td>67 pays</td></tr><tr><td>Pays Membres ne possédant pas de renseignements :</td><td>28</td></tr></tbody></table>	Pour 1970 :	0	1969 :	0	1968 :	2 pays	1967 :	1 pays	1966 :	67 pays	Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	28												
Pour 1970 :	0																										
1969 :	0																										
1968 :	2 pays																										
1967 :	1 pays																										
1966 :	67 pays																										
Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	28																										
16. Fourniture de services sanitaires	68	a) Nombre de médecins pour 1 000 habitants	<table><tbody><tr><td>Pour 1970 :</td><td>0</td></tr><tr><td>1969 :</td><td>0</td></tr><tr><td>1968 :</td><td>0</td></tr><tr><td>1967 :</td><td>78 pays</td></tr><tr><td>1966 et avant :</td><td>21 pays</td></tr><tr><td>Pays Membres ne possédant pas de renseignements :</td><td>1</td></tr></tbody></table>	Pour 1970 :	0	1969 :	0	1968 :	0	1967 :	78 pays	1966 et avant :	21 pays	Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	1	Données exploitées par l'OMS et publiées dans l' <u>Annuaire de statistiques sanitaires mondiales</u> . Il faudrait normaliser la définition des termes "médecin, infirmier, dentiste, etc., traitant" et d'élargir le champ couvert par les statistiques.											
Pour 1970 :	0																										
1969 :	0																										
1968 :	0																										
1967 :	78 pays																										
1966 et avant :	21 pays																										
Pays Membres ne possédant pas de renseignements :	1																										

Annexe (suite)

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant ^{a/}	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
		b) Nombre d'infirmières pour 1 000 habitants	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 0 1967 : 73 pays 1966 et avant : 16 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 11	Il faudrait aussi susciter la collecte d'informations sur la dispersion géographique des services (par rapport à la répartition de la population) afin d'évaluer la commodité d'accès.
		c) Lits d'hôpital pour 1 000 habitants	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 0 1967 : 70 pays 1966 et avant : 28 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 1	
		d) Nombre de dentistes pour 1 000 habitants	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 0 1967 : 73 pays 1966 et avant : 15 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 12	
17. Fourniture d'un approvisionnement en eau potable suffisant	68	Aucun indicateur n'a encore été mis au point	Néant	Voir habitation, No 19 ci-dessous.
18. Amélioration de la nutrition	18d 69	a) Consommation moyenne journalière de calories) b) Consommation moyenne journalière de protéines) c) Consommation moyenne journalière de protéines d'origine animale)	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 15 pays 1967 et avant : 42 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 36	Données exploitées par la FAO et publiées dans la <u>Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</u> Il faudrait susciter la collecte d'informations par personne et par ménage afin de mesurer la dispersion autour de la moyenne et de contrôler la situation des groupes "vulnérables" de la population.
19. Amélioration de l'habitat	18e	a) Nombre moyen d'occupants par pièce b) Proportion de logements ayant au moins trois occupants par pièce	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 0 1967 et avant : 47 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 51 Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 0 1967 et avant : 28 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 70	Données exploitées par le Bureau de statistique des Nations Unies et publiées dans l' <u>Annuaire statistique</u> . Couverture et qualité généralement médiocres. Il faudrait d'urgence procéder à des enquêtes par sondage dans les villes et dans les campagnes pour lesquelles on mettrait au point un moyen de dénombrer la population n'ayant pas de logement au sens de la définition.

Annexe (suite)

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
		c) Proportion de logements de deux pièces ou moins	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 0 1967 et avant : 53 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 45	
		d) Proportion de logements ayant l'eau courante	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 0 1967 et avant : 25 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 74	
		e) Proportion de logements ayant l'électricité	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 0 1967 et avant : 44 pays Pays Membre ne possédant pas de renseignements : 55	
		f) Proportion de logements avec lieux d'aisance à chasse d'eau	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 0 1967 et avant : 33 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 66	
20. Bien-être des enfants	18f	Indicateurs non encore mis au point)		Tant que les indicateurs appropriés n'auront pas été mis au point, les progrès réalisés dans ces domaines seront contrôlés au moyen de tous les autres indicateurs socio-économiques utilisés pour les éléments 9 à 19, avec, si possible, ventilation selon l'âge et le sexe.
21. Participation des jeunes au processus de développement	18g	Indicateurs non encore mis au point)	Néant	
22. Intégration des femmes dans l'effort de développement	18h	Indicateurs non encore mis au point)		
23. Expansion et diversification des exportations de produits manufacturés	31	a) Taux annuel moyen d'augmentation des exportations des produits classés dans les sections 5 à 8 de la CTCI ou leur équivalent) b) Rapport numérique entre les exportations d'articles des sections 5 à 8 de la CTCI ou leur équivalent et les exportations totales) c) Répartition des exportations d'articles des sections 5 à 8 de la CTCI ou leur équivalent entre les diverses positions de la classification)	Pour 1970 : 0 1969 : 0 1968 : 53 pays 1967 : 16 pays 1966 : 5 pays 1965 et avant : 4 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 22	Données traitées par le Centre de commerce international. Etant donné que pour la plupart des pays en voie de développement il n'existe pas encore de statistiques fondées sur la CTCI, il faudra utiliser d'autres systèmes de classification fondés sur l'Annuaire de statistiques du commerce international.

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant a/	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
24. Expansion du commerce entre pays en voie de développement	39	a) Part des exportations dirigées vers les autres pays en voie de développement b) Part des importations en provenance d'autres pays en voie de développement c) Taux d'accroissement des échanges entre pays en voie de développement	Pour 1969 : 48 pays 1968 : 65 pays 1967 et avant : 0 Pays membres ne possédant pas de renseignements : 5	Données exploitées par le Centre du commerce international, Fonds monétaire international, <u>Direction of Trade</u> .
25. Ampleur de l'intégration régionale et sous-régionale	39	a) Taux de croissance du commerce entre pays en voie d'intégration b) Exportations dirigées vers des partenaires appartenant au même bloc d'intégration rapportées aux exportations totales c) Importations en provenance des partenaires appartenant au même bloc d'intégration rapportées aux importations totales d) Proportion des investissements consacrés à des projets communs	Comme au No 24 Aucune donnée internationale disponible	Fonds monétaire international, <u>Direction of Trade</u> . Les données relatives à l'investissement à l'échelon du projet ne sont pas encore mises au point. Il faudra étudier une méthode de contrôle des changements institutionnels.
26. Renforcement et rationalisation de l'administration fiscale	41	a) Taux d'accroissement des recettes fiscales b) Recettes fiscales rapportées au produit intérieur brut c) Taxes sur les importations rapportées au total des recettes fiscales d) Taxes sur les exportations rapportées au total des recettes fiscales e) Frais de perception des impôts rapportés aux recettes totales f) Impôts sur les revenus des personnes et des sociétés rapportés aux recettes fiscales totales g) Nombre de contribuables payant l'impôt sur le revenu	Données tirées des budgets Pour 1970 : 9 pays 1969 : 24 pays 1968 : 8 pays 1967 et avant : 2 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 50 Données tirées des comptes nationaux (concernant le secteur public) Pour 1970 : 0 1969 : 1 pays 1968 : 19 pays 1967 et avant : 27 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 49	Données sur le secteur public du SCN, exploitées par le Bureau de statistique des Nations Unies. Données relatives aux finances publiques présentées dans l' <u>Annuaire statistique des Nations Unies</u> . Il faudra recueillir des informations supplémentaires afin d'avoir les précisions voulues sur la perception des impôts et de veiller à ce que les taxes provinciales et locales soient groupées avec les impôts du gouvernement central.

Annexe (suite)

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
27. Limitation des dépenses publiques courantes	k1	<p>a) Dépenses courantes rapportées au montant total des recettes fiscales</p> <p>b) Dépenses consacrées à l'enseignement, à la santé publique et à d'autres services réels, rapportées au montant total des dépenses courantes</p>	Voir le No 26	Budgets nationaux. Les sources d'information internationales ne peuvent pas fournir les précisions voulues.
28. Amélioration du rendement des entreprises publiques	k1	<p>Il est nécessaire de mettre au point des indicateurs tels que :</p> <p>a) La production par salarié</p> <p>b) La production par unité d'investissement</p> <p>c) Le coût unitaire</p> <p>d) L'excédent ou le déficit des recettes par rapport aux dépenses</p>	Aucune donnée internationale disponible	Comptabilité des entreprises intéressées. C'est là un domaine qu'il faudra continuer d'étudier.
29. Amélioration des installations portuaires	53	<p>a) Dimension des navires pouvant être accueillis</p> <p>b) Rythme du chargement et du déchargement de la cargaison</p> <p>c) Rotation moyenne</p>	Aucune donnée internationale disponible	Il faudra susciter des sources d'information nationales.
30. Développement du marché national de l'assurance	54	<p>a) Montant des polices d'assurance-vie en cours</p> <p>b) Montant des polices d'assurance contre l'incendie en cours</p> <p>c) Montant des polices d'assurance contre les accidents en cours</p> <p>d) Montant total des rentrées de primes pour :</p> <p>1) Assurance-vie</p> <p>1i) Autres polices d'assurance</p> <p>e) Investissements locaux effectués par les compagnies d'assurance</p>	Aucune donnée internationale disponible	Il faudra susciter des sources d'information nationales. Il s'agit d'évaluer, dans chacun des indicateurs, la part que représentent les entreprises détenues par les autochtones.

Annexe (suite)

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant a/	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
		f) Versements et encaissements au titre des transactions d'assurance avec l'étranger	<p>i) Transactions d'assurance ou commerce de marchandises Pour 1970 : 0 1969 : 6 pays 1968 : 21 pays 1967 et avant : 3 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 63</p> <p>ii) Autres types d'assurance Pour 1970 : 0 1969 : 12 pays 1968 : 33 pays 1967 et avant : 4 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 4</p>	Données exploitées par le Fonds monétaire international et publiées dans le <u>Balance of Payments Yearbook</u> .
31. Expansion du tourisme	55	a) Recettes provenant du tourisme, telles qu'elles apparaissent dans la balance des paiements	<p>Pour 1970 : 5 pays 1969 : 43 pays 1968 : 16 pays 1967 et avant : 3 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 27</p>	Fonds monétaire international, <u>Balance of Payments Yearbook</u> .
		b) Nombre de lits à la disposition des touristes	Aucune donnée internationale disponible	Il faudra susciter des sources d'information nationales.
32. Dépenses d'études et recherches	61	Rapport numérique entre les dépenses d'études et recherches et le produit national brut	Aucune donnée n'est disponible concernant les pays en voie de développement	Il faudra avant tout mettre au point une définition pratique de l'expression "Etudes et recherches".
33. Amélioration de l'équilibre écologique	72	Indicateurs restant à définir	Néant	C'est là un domaine qu'il faudra étudier.
34. Inventaire des ressources naturelles	74	Etudes :	Aucune donnée internationale disponible.	Il faudra susciter des sources d'information nationales.
		a) Topographiques		
		b) Géologiques		
		c) Sur la faune		
		d) Sur la flore		
		e) Hydrologiques		
		f) Pédologiques		

Annexe (suite)

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant ^{a/}	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
35. Réforme du régime foncier	75	<p>a) Répartition des propriétés foncières selon leur dimension :</p> <ul style="list-style-type: none"> moins de 1 ha, 1 à 3 ha 3 à 5 ha, etc. <p>b) Proportion des terres arables exploitées</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Selon le régime de la communauté ii) Selon le régime de la collectivité iii) Selon le régime de la propriété privée et individuellement iv) Par des métayers v) Par une main-d'oeuvre salariée <p>c) Proportion des agriculteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> i) N'ayant aucune dette ii) Ayant des dettes d'un montant inférieur au revenu d'une année iii) Ayant des dettes d'un montant équivalant au revenu de une à trois années, etc. 	Il n'y a pas de données internationales uniformisées, mais un questionnaire relatif à la réforme agraire est envoyé périodiquement aux gouvernements.	Il faudra susciter des sources d'informations nationales. Ces questions devront faire l'objet d'études approfondies.
36. Amélioration de l'agriculture	75	<p>a) Proportion de la superficie irriguée</p> <p>b) Nombre de tracteurs par hectare de terres arables</p>	<p>Pour 1969-1970 : 0 1968 : 14 pays 1967 : 11 pays 1966 et avant : 51 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 25</p> <p>Pour 1969-1970 : 0 1968 : 20 pays 1967 et avant : 87 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 8</p>	Données exploitées par la FAO et publiées dans l'Annuaire de la production.

Annexe (suite)

Elément de la Stratégie	Paragraphe correspondant	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
		c) Consommation d'engrais par hectare :	1) 1968-1969 : 92 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 13	
		i) Engrais azotés		
		ii) Engrais phosphatés	ii) 1968-1969 : 87 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 18	
		iii) Engrais potassiques	iii) 1968-1969 : 83 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 23	
		d) Valeur ajoutée dans le secteur agricole, par habitant	Pour 1970 : 0 1969 : 3 pays 1968 : 43 pays 1967 : 9 pays 1966 et avant : 17 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 24	SCN par secteur. Voir les Nos 2 et 4 ci-dessus.
		e) Proportion des récoltes mises sur le marché	Néant	Des données devront être établies.
		f) Rendement par hectare ensemencé, pour les céréales	Pour 1969-1970 : 0 1968 : 102 pays 1967 et avant : 2 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 4	
37. Amélioration de l'industrie	76	a) Valeur ajoutée dans le secteur industriel	Pour 1969-1970 : 0 1968 : 40 pays 1967 : 12 pays 1966 et avant : 19 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 24	SCN par secteur, publié dans le Yearbook of National Accounts Statistics.
		i) Par dollar investi		
		ii) Par personne employée		
		b) Utilisation des machines		
		i) Puissance du matériel installé	Pour 1964-1970 : 0 1963 : 7 pays 1962 et avant : 21 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 64	Données exploitées par l'ONUDI et publiées dans "La croissance de l'industrie mondiale".
		ii) Consommation d'électricité par industrie	Pour 1963-1970 : 0 1964 : 2 pays 1963 : 3 pays 1962 et avant : 7 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 80	

Annexe (suite)

Élément de la Stratégie	Paragraphe correspondant ^{a/}	Indicateur proposé	Existence de l'indicateur au mois d'avril 1971 b/	Remarques
c) Emploi				
		i) Nombre de travailleurs	Pour 1968-1970 : 0 1967 : 13 pays 1966 et avant : 13 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 69	
		ii) Salaires distribués	Pour 1968-1970 : 0 1967 : 13 pays 1966 et avant : 17 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 64	
38. Expansion de l'infrastructure	77	a) Longueur des lignes de chemin de fer desservies	Pour 1969-1970 : 0 1968 : 44 pays 1967 et avant : 11 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 41	Données publiées dans l' <u>Annuaire statistique des Nations Unies</u> et quelques sources nationales
		b) Longueur des routes macadamisées	Aucun renseignement international	Les données devront être établies à partir des sources nationales.
		c) Capacité de production d'énergie électrique des installations existantes	Pour 1969-1970 : 0 1968 : 53 pays 1967 : 22 pays 1966 et avant : 19 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 11	Annuaire statistique des Nations Unies et sources nationales
		d) Nombre de téléphones	Pour 1969-1970 : 0 1968 : 95 pays Pays Membres ne possédant pas de renseignements : 6	
39. Renforcement des mécanismes de planification	78	Indicateur non encore mis au point	Néant	Recherches nécessaires à l'échelon national
40. Renforcement de l'administration publique	78	Indicateur non encore mis au point	Néant	Recherches nécessaires à l'échelon national